

Le regroupement des territoires municipaux

Les procédures prévues dans la Loi sur l'organisation territoriale municipale

Depuis l'entrée en vigueur, le 16 juin dernier, de certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (P.L. 124), il existe plusieurs façons de procéder à un regroupement de territoires municipaux.

La Loi sur l'organisation territoriale municipale prévoit d'abord des dispositions qui établissent la procédure applicable dans le cas d'un regroupement volontaire. Les différentes étapes qui doivent être suivies pour qu'un tel regroupement puisse être décrété par le gouvernement sont présentées dans le tableau 1.

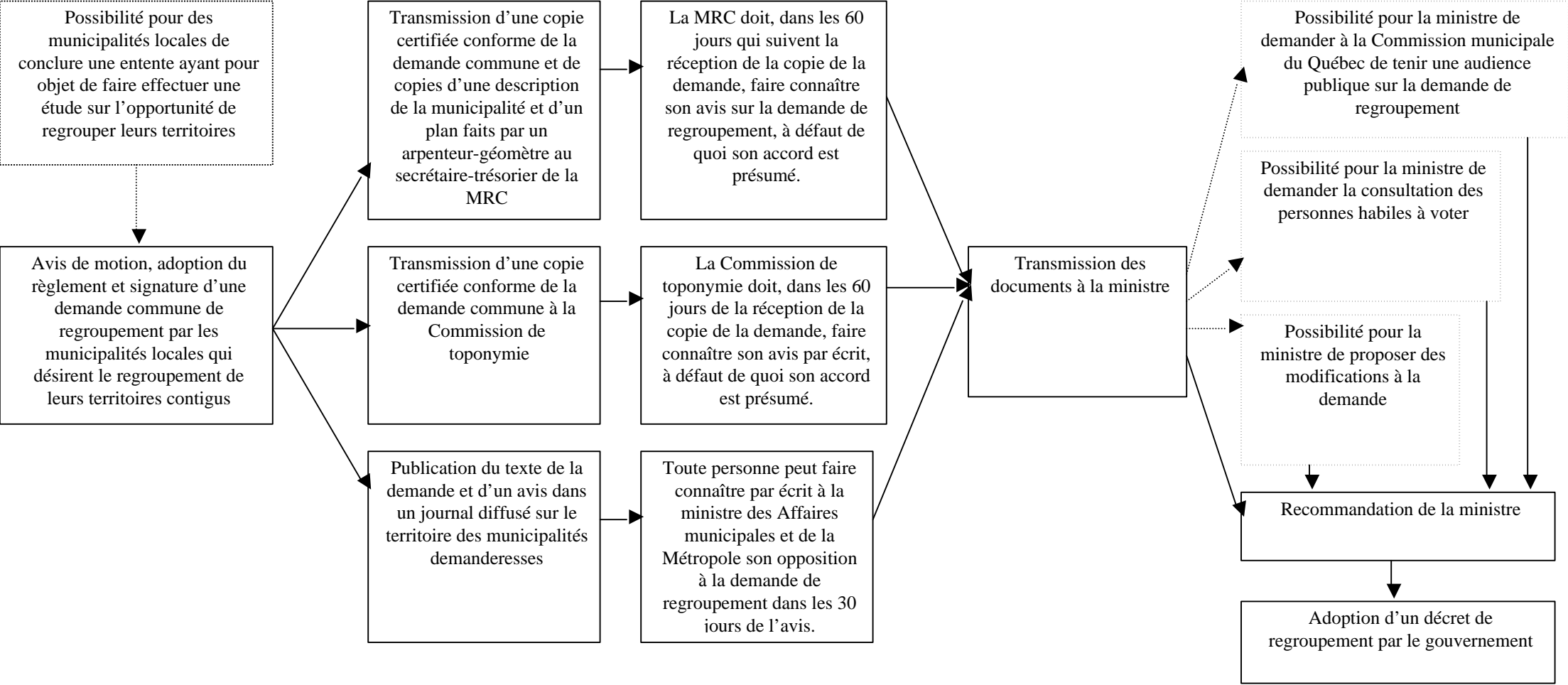
Depuis le 16 juin 2000, cette loi prévoit aussi des dispositions qui établissent deux autres procédures applicables

dans le cas de regroupements demandés par la ministre des Affaires municipales et de la Métropole ou par un certain nombre de municipalités locales dont le nombre et la population totale représentent plus de la moitié de ceux des municipalités locales visées. Elles sont présentées dans la première partie du tableau 2. Ces deux procédures distinctes ont toutefois certains effets communs qui sont exposés dans la deuxième partie du tableau 2.

Publication	
Affaires publiques et Communications avec la collaboration des Affaires juridiques	20, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole Révision : Carole Pâquet	C.P. 83 Tour de la Place-Victoria, bur. 3.10 Montréal (Québec) H4Z 1B7
Site Web mamm.gouv.qc.ca	(418) 691-2015

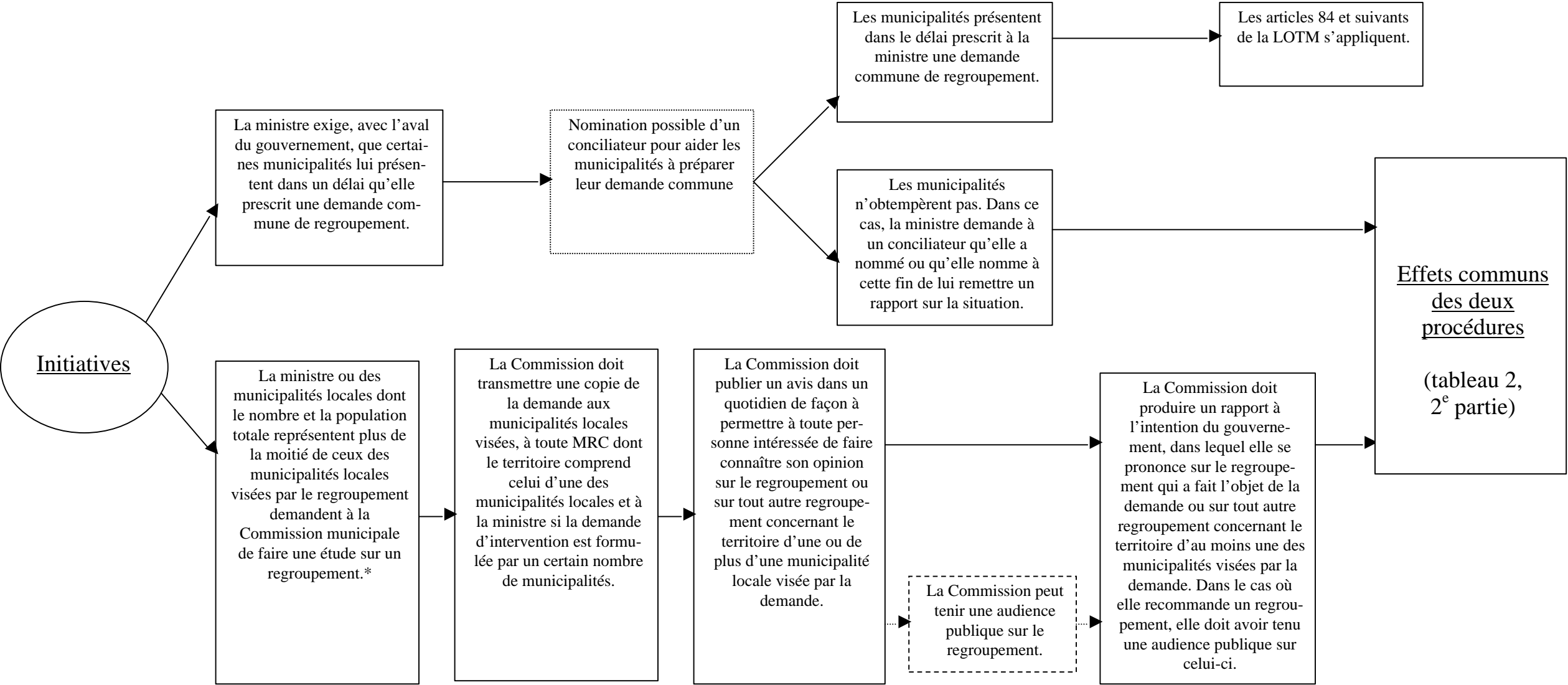
Tableau 1

Demande commune de regroupement
Articles 82 à 125 de la Loi sur l’organisation territoriale municipale (LOTM)



Procédures de regroupements demandés par la ministre ou par un certain nombre de municipalités
Articles 125.1 à 125.26 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (LOTM)

Tableau 2, 1^{re} partie



* L'intervention de la Commission ne peut être demandée avant le 1^{er} janvier 2001. Elle ne peut viser le territoire d'une municipalité locale compris dans celui des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais.

Procédures de regroupements demandés par la ministre ou par un certain nombre de municipalités
Articles 125.1 à 125.26 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (LOTM)

Tableau 2, 2^e partie

Effets communs des deux procédures

